



Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER

Environnement - Domaine de Viviers - Communes de Jacou et Clapiers - Demande d'application du régime forestier sur les propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En 2010, Montpellier Méditerranée Métropole a acquis le domaine agricole et forestier de Viviers, représentant environ 200 hectares d'un seul tenant, dont l'essentiel se situe sur la Commune de Clapiers, mais s'étendant également sur les Communes de Jacou, Assas et Teyran. Ce domaine agricole et forestier comporte un ancien mas viticole situé sur la Commune de Jacou, et se compose pour moitié de bois et pour un tiers de vignes et d'oliviers.

Cette acquisition a été réalisée dans l'objectif de la mise en œuvre d'un projet d'intérêt général permettant de garantir les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), approuvé en 2006, en matière de préservation de l'armature des espaces agricoles et naturel. La révision du SCoT en 2019 est venue confirmer le positionnement de ce domaine dans l'armature des espaces agricoles et naturels de la Métropole et son rôle dans la mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentaire

Une démarche d'élaboration d'un plan de gestion agro écologique pour les espaces agronaturels du domaine de viviers a été engagée dans le cadre d'une coopération avec le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) d'Occitanie, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019, avec pour objectifs d'identifier avec l'ensemble des acteurs concernés, les besoins, les orientations stratégiques multifonctionnelles, les actions et moyens nécessaires à mobiliser ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi.

Dans le cadre de cette démarche, la nécessité de définir une stratégie de gestion forestière, tenant compte des enjeux de gestion pré-identifiés :

- Sensibilité forte au risque incendie ;
- Valeur écologique forte liée à la mosaïque des milieux humides, rocheux, ouverts ou semis ouverts ainsi que des stades forestiers dit « *mâtures* » ;
- Production de bois faible et un faible potentiel de valorisation pour les produits ligneux (la récolte du pin d'Alep et du chêne vert pouvant potentiellement contribuer à l'approvisionnement de chaufferies bois) ;
- Fréquentation du site élevée et des usages différenciés.

Le Code forestier et notamment l'article L.211-1 dispose que :

« Relèvent du régime forestier, constitué des dispositions du présent livre, et sont administrés conformément à celui-ci :

- 1- *Les bois et forêts qui appartiennent à l'Etat, ou sur lesquels l'Etat a des droits de propriété indivis ;*
- 2- *Les bois et forêts susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution qui appartiennent aux collectivités et personnes morales suivantes, ou sur lesquels elles ont des droits de propriété indivis, et auxquels ce régime a été rendu applicable dans les conditions prévues à l'article L. 214-3 :*
 - a) *Les régions, la collectivité territoriale de Corse, les départements, les communes ou leurs groupements, les sections de communes ;*
 - b) *Les établissements publics ;*
 - c) *Les établissements d'utilité publique ;*
 - d) *Les sociétés mutualistes et les caisses d'épargne »*

Un courrier du ministre de l'Agriculture et de l'alimentation CE 8144336, en date du 7 mai 2019 invite les communes à se rapprocher des services de l'Office national des forêts (ONF) « *qui estimeront si les bois et forêts de votre commune sont susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution et*

doivent relever ou non du régime forestier, un arrêté d'application devra être pris dès que possible pour permettre à votre forêt d'être dotée d'un document de gestion durable [...] dans le cas contraire le règlement type de gestion des forêts publiques hors régime forestier vous sera proposé ».

A la suite de l'analyse foncière réalisée par les services de l'ONF en collaboration avec les représentants de la Métropole et les Communes de Clapiers et Jacou et à la visite sur site, 26 parcelles cadastrales à vocation forestière pour une contenance totale de 97 ha 76 a 48 ca sont proposées pour créer la forêt métropolitaine du Bois de Viviers, conformément à la liste et au plan joints en annexe. La gestion de ces parcelles sera confiée à l'ONF et incluse dans l'aménagement à venir, en garantie de la gestion durable selon les critères d'Helsinki et en application du Code forestier

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De demander l'application du régime forestier aux parcelles dont elle est propriétaire au domaine de viviers, conformément à la liste jointe en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236976-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1-liste parcelles ONF.docx

- Annexe 2 _ plan onf.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.